

d'ailleurs nous sommes d'ici

MOBILISATION NATIONALE ET UNITAIRE CONTRE LE RACISME,
CONTRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT
ET POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Y a-t-il trop d'immigrés en France ?



La France se situe dans la moyenne européenne, avec 5,2 millions de personnes en 2008, soit 8,4 % de sa population. L'économiste J. Oudinet (docteur en économie, chercheur au CNRS) précise par ailleurs qu'«on estime entre 200 et 400.000 le nombre d'étrangers en situation irrégulière en France. 400.000 personnes, cela représente 0,6 % de la population française, proportion équivalente à celle du Royaume-Uni. Elle est de 1,2 % en Allemagne, de 1,1 % en Italie et de 3,2 % en Espagne». Il ajoute même que la France est, «avec le Japon, un des pays riches qui a le plus maintenu ses frontières closes».

Les immigrés coutent-ils cher à la France ?

Une récente étude sur l'impact de l'immigration sur les comptes de la protection sociale réalisée pour la MIRE, le centre de recherches du ministère de la santé, des affaires sociales et du travail conclut que «globalement la contribution au budget des administrations publiques des immigrés, en 2005, était positive et de l'ordre de 12 milliards d'euros. Si on ramène ça par immigré, la contribution nette d'un immigré, en 2005, était de 2.250 euros alors que celle d'un natif était de 1.500 euros».

Est-ce qu'ils prennent les emplois et font baisser les salaires des Français ?

Les études sur la question montrent qu'il n'y a pas de concurrence entre immigrés et locaux. En effet la main d'œuvre immigrée occupe le plus souvent des emplois peu substituables avec la main d'œuvre autochtone, en partie du fait des tâches (ingrètes), de la rémunération (plus faible) et de la précarité des contrats (intérim, CDD...). Les immigrés acceptent les postes que les locaux ne veulent pas ou plus occuper, ou parce que le besoin n'est pas pourvu (ex : le personnel médical à l'hôpital et en particulier les médecins).

La concurrence se situe entre immigrés, nouveaux arrivants et travailleurs plus ou moins qualifiés.

Par ailleurs, les immigrés consomment sur place et de ce fait, génèrent des emplois à leur tour, occupés indifféremment par des locaux ou des immigrés.

N'étant pas en concurrence avec ces derniers, l'influence sur les salaires est nulle. C'est là encore entre travailleurs immigrés que la concurrence s'effectue, la pression des employeurs par la menace de substitution faisant accepter des salaires de faibles valeurs et/ou des conditions de travail précaires et difficiles.

Source : Alternatives économiques, mai 2011

**SANS = PRIVÉ
(DE)
PRIVÉ D'EMPLOI
PRIVÉ DE RESSOURCES
PRIVÉ DE DOMICILE
PRIVÉ DE PAPIERS
PAR QUI ?**

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Depuis le lancement de l'Appel en novembre 2010 contre le racisme, contre la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers, plus de soixante collectifs locaux relaient cette campagne partout en France et ont appelé à des manifestations et des rassemblements sur tout le territoire le samedi 28 mai, tout comme à Quimper.

Après les « clandestins », traqués, raflés et expulsés par dizaines de milliers depuis 2007, les Roms et le sort indigne réservé aux Tunisiens arrivés en France, le chef de l'État, le gouvernement et la majorité, poursuivent leur offensive contre les étrangers en s'en prenant désormais aux immigrés en situation régulière et aux demandeurs d'asile. Leur droit au travail, à la santé, à une vie familiale normale, à l'éducation, la protection contre les persécutions quelles qu'elles soient, sont toujours plus gravement

remis en cause. La loi Besson récemment votée en témoigne exemplairement. A cela s'ajoutent les récentes déclarations scandaleuses du ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, lequel accuse les « enfants d'immigrés » d'être la cause de « deux tiers des échecs scolaires. » Différents ministres et responsables politiques se permettent des remarques ouvertement racistes depuis de nombreux mois. Et après avoir essayé d'imposer les pseudos débats sur l'identité nationale puis sur la laïcité, le gouvernement veut maintenant lancer un débat sur l'immigration du travail, continuant à diffuser idées reçues, erreurs et aberrations en tout genre, et à entretenir un climat de xénophobie croissant.

Sur fond de crise économique sans précédent, parce que la stigmatisation et la division développent à la régression sociale, nous assistons à la pire des politiques jamais conduite contre les immigrés sous la Cinquième République. Il est donc plus que jamais indispensable de se mobiliser dans l'unité contre le racisme, les discriminations qui frappent plus particulièrement les habitant-e-s des quartiers populaires, la politique d'immigration de ce gouvernement et pour la régularisation des « sans-papiers ».

Alors que l'offensive anti-immigrés du gouvernement se poursuit semaines après semaines, le Collectif appelle toutes celles et tous ceux qui s'opposent aux discours racistes, d'où qu'ils viennent, et aux orientations xénophobes du gouvernement à rejoindre ce collectif Quimpérois.



**LIBÉRATION ET RÉGULARISATION
DE TOUTES LES PERSONNES SANS-PAPIERS LIBERTÉ DE
CIRCULATION ET D'INSTALLATION**

MANIFESTATION le 2 JUILLET à 14 h30

Place de la Résistance à QUIMPER

contact@dailleursnousmesdici.org
<http://dailleursnousmesdici.org/>